

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de M. Philippe Meyer, (séance du lundi 27 novembre)

Edouard Bonnefous : Depuis le début de la troisième République, la presse a exercé une influence considérable dans l'évolution des idées et dans le soutien à quelques hommes politiques qui ont joué un rôle majeur dans la République.

Clémenceau est un exemple que l'on ne peut pas ne pas citer puisqu'il a toujours vécu avec les journaux : « *L'Homme libre* », qu'il a, à un moment appelé « *L'Homme enchaîné* ».

Mais la presse avait à ce moment là une autorité d'autant plus grande qu'elle était la seule manière de pouvoir connaître les nouvelles et commenter les événements. Ce qui n'a rien de comparable par rapport aux modes actuels d'information, dont je ne citerai que la télévision, la radio, l'Internet...

Dans la période qui débute avec le siècle, les grands journaux d'information n'empêchent pas la diffusion d'une presse politique qui peut vivre sans de trop sérieuses difficultés. Les journaux appartiennent à un certain nombre de fortes personnalités. Pour ne citer que quelques exemples frappants :

- Il y a eu un homme d'affaires, qui a d'ailleurs gagné beaucoup d'argent avec « *Le matin* » : Buneau Varilla, dont le frère avait été fait président de la République de Panama par les Américains, afin de pouvoir ensuite faire construire le Canal de Panama là où ils l'avaient décidé.
- La famille Dupuy était propriétaire du journal « *Le petit parisien* » dont le tirage dépassait le million d'exemplaires ; cette famille détenait aussi le premier quotidien illustré de l'époque « *L'Excelsior* ».
- « *L'écho de Paris* » était très représentatif des milieux catholiques libéraux. « *La Croix* » était essentiellement de diffusion catholique.
- Mais on oublie trop souvent de parler d'une catégorie de presse provinciale qui facilitait les majorités politiques : « *La Dépêche du Midi* », grand journal radical socialiste, « *La Voix du Nord* », « *Le petit Marseillais* » et « *Nice matin* » au Sud. Ce que l'on comprend mal aujourd'hui, c'est que pour obtenir une majorité parlementaire, il fallait disposer d'une influence, celle de grands journaux régionaux.
- N'oublions pas non plus les journaux, qui bien que n'ayant pas un grand nombre de lecteurs, ont exercé une influence politique incontestable. C'est le cas de « *L'Action française* » qui publiait chaque jour un éditorial de Léon Daudet, une chronique très tendancieuse de Charles Mauras, et une excellente chronique de politique étrangère quotidienne de Jacques Bainville. « *L'Action française* » n'hésitait pas à prendre des positions violentes et à favoriser les manifestations de rues comme celle qui a laissé un fâcheux souvenir Place de la Concorde.

Il ne s'agissait pas seulement de défendre la cause monarchiste, mais de maintenir le mouvement de révolte anti-parlementaire et anti-républicain. Ce qui n'a pas empêché les mouvements comme les Croix de feu d'avoir une réelle importance électorale politique sans posséder un journal quotidien.

- La presse du soir jouait aussi un rôle important avec « *France Soir* », dirigé par Jean Prouvost, un homme d'affaires du Nord, et surtout deux journaux qui avaient une clientèle plus limitée, mais qui disposaient d'une grande autorité politique aussi bien concernant les problèmes de vie nationale qu'internationale. Je veux parler surtout du journal « *Les Débats* », créé au siècle précédent, et surtout du journal « *Le Temps* » (après la guerre appelé « *Le Monde* »), qui était un grand quotidien d'information politique.

Le journal « *L'Intransigeant* », dirigé par Léon Bailby, bénéficiait d'une grande diffusion.

- Et il y avait surtout « *Le Figaro* », journal très parisien qui parlait de la vie mondaine parisienne. Il était dirigé par Robert de Flers, qui avait eu un grand succès au théâtre. Son directeur de l'époque, Calmette, avait été l'objet d'un drame scandaleux, puisqu'il avait été tué par la femme du président du Conseil, Madame Joseph Caillaux, qui lui reprochait d'avoir laissé paraître des articles défavorables à son mari.
- Nous n'avons pas parlé de la presse spécialisée, avec les journaux comme « *L'Auto* », grand journal sur les sports, qui organise le tour de France à bicyclette, « *Comedia* », qui évoquait toute la vie des spectacles en France et particulièrement à Paris...
- On doit signaler également un journal qui connut pendant un temps un réel succès : « *Le Nouveau Siècle* », lancé par le grand parfumeur François Coty.

Les différents organes dont je viens de parler trouvaient le financement en partie par les abonnés ou acheteurs fidèles, en partie par les animateurs ou propriétaires, et en partie par une publicité qui commençait alors à jouer un rôle efficace. Existe-t-il encore aujourd'hui des journaux qui, sans recourir à des financements provenant de la publicité, peuvent disposer d'une réelle influence politique ?

*
* *

Henri Amoureux: M. le Chancelier Bonnefous vient de parler de la presse d'hier. Je crains que l'on ne puisse pas parler de la presse de demain tant mon sentiment est fort d'avoir vécu les dernières belles années de la presse écrite. Je pense que la dégradation a commencé au lendemain de la Libération, lorsqu'on a vu arriver dans la presse des hommes qui n'appartenaient pas à ce milieu, mais qui, forts de leurs titres à la Libération, s'arrogeaient le droit de s'emparer, à titre personnel, des organes de presse, rotatives et papier compris. La situation a empiré rapidement sous l'influence des linotypistes, qui ont lentement étouffé la presse en lui imposant des conditions insupportables. Je parle en connaissance de cause puisque j'ai dirigé pendant sept ans le groupe de presse *Sud-Ouest* et que j'ai dû faire face aux exigences irresponsables des ouvriers du livre.

Un homme porte une lourde responsabilité dans cette dérive. Il s'agit de Francisque Gay, homme d'une grande vertu, mais piètre négociateur. Alors que les ouvriers du livre, qui jusqu'à la dernière minute avaient imprimé les journaux allemands de propagande, craignaient d'avoir des comptes à rendre, il est allé quêter humblement leur concours pour faire imprimer la presse de la Libération. Et il est passé par toutes les conditions que les linotypistes ne manquèrent pas de lui imposer.

Au fil des années, on a pu constater la disparition de bon nombre de titres et, surtout, des journaux d'opinion. Ces derniers avaient une vertu, celle de ne vivre quasiment que par leurs lecteurs, lesquels faisaient un sacrifice financier pour leurs opinions. La publicité ne représentait pour cette presse qu'une part infime des ressources. Les choses ont hélas beaucoup changé. Peut-être devrions-nous nous tourner davantage vers l'étranger pour voir comment les journaux parviennent à trouver des solutions à leurs problèmes de financement. Parfois – on ne peut que le déplorer – ils s'en sortent par la vulgarité.

Ce qui a été profondément dommageable à la presse, c'est non pas son manque d'objectivité – car l'objectivité n'existe pas – mais son manque d'honnêteté. Aucun homme politique au pouvoir n'aime la presse. En 1963, le Général de Gaulle me dit qu'il n'aimait pas la presse régionale et *Sud-Ouest* en particulier – qui n'était pourtant pas un journal anti-gaulliste. François Mitterrand, Valéry Giscard d'Estaing n'aimaient pas non plus la presse. La seule solution pour la presse serait de couper tout lien avec le pouvoir politique.

Aujourd'hui, la presse quotidienne est en butte à la concurrence de la télévision et de la radio. En outre, la liberté de presse est en permanence menacée, non pas par le pouvoir politique, mais par les rachats et la gestion purement financière qui conduit à des fermetures, comme on le voit aujourd'hui avec *Libération*.

*
* *

Alain Plantey : Prenons l'exemple de l'agence *France Presse*. Le problème qui se posait était celui du rôle et de l'influence de l'Etat. En 1957, nous avons institué un système assez satisfaisant qui assure l'indépendance de l'agence, ce qui lui a permis de bien résister, au niveau international, à la concurrence, par exemple à celle de l'agence *Reuter*.

L'autre problème fondamental qui se pose est celui de la déontologie des journalistes. Ce sont en effet les journalistes qui font la discipline d'un journal. Or moins, il ya de journalistes, moins la déontologie est assurée.

*
* *

Jacques de Larosière : La presse économique et financière en France me paraît, comparativement, assez faible. Dans ma vie professionnelle, je lis avec infiniment de bénéfice le *Financial Times*. Je ne peux malheureusement pas en dire autant des organes de presse français. D'ailleurs, la presse française n'a pas, depuis des décennies, fait ce qu'elle aurait dû faire, c'est-à-dire analyser les points faibles et les problèmes de l'économie française et suggérer les réformes de structures indispensables. Et en ne le faisant pas, elle a contribué à modeler une opinion publique qui n'est plus à même d'entendre le langage de la vérité.

Après cette considération, permettez-moi une question : que pensez-vous des journaux gratuits ?

*
* *

Jean-Claude Casanova : Dans le lamento sur la presse française – disparition de la presse d'opinion, faiblesse de la presse quotidienne, succès des magazines dits professionnels qui vont du hot-club aux maisons du Midi en passant par la pornographie – j'insisterai sur la diminution d'influence de la presse de qualité. On a là un facteur de réduction de l'influence de la France dans le monde. Si l'on regarde la presse quotidienne, condition de l'existence d'une presse de qualité, on constate qu'il n'y a pas assez de clients, que les prix sont élevés et que l'argent va aux ouvriers du livre et à la distribution par des mécanismes corporatistes de monopole. A Paris, par exemple, les kiosquiers ne permettent pas l'accroissement du nombre de kiosques et des points de vente ; ils interdisent que des boîtes existent, comme partout en Europe, où l'on puisse prendre son quotidien.

Cette limitation des revenus des journaux induisent une rentabilité faible. Comme la rentabilité est faible, on voit apparaître les « généreux mécènes », c'est-à-dire des capitalistes qui nous expliquent tous les jours que la loi de la rentabilité détermine toutes leurs décisions, mais qui achète des entreprises de presse dont la rentabilité est faible ou nulle ; c'est donc qu'ils en attendent une rentabilité externe, nécessaire à ceux qui produisent des avions, à ceux qui produisent des missiles, ou à ceux qui ont de grandes entreprises de bâtiment. Il y a en France une véritable ploutocratie de la presse. Le parti socialiste avait mis dans son programme l'interdiction de posséder un grand média quand on est tributaire pour plus de 40 % des commandes de l'Etat. Malheureusement, la parlementaire socialiste qui avait rédigé cette partie du programme a été recrutée par l'un de ces groupes et la réforme est passée aux oubliettes.

Tout cela se traduit par une baisse de qualité de la presse quotidienne et j'aimerais illustrer mon propos par une comparaison avec la Grande-Bretagne. Ce pays est aussi peuplé que la France et enregistre un produit par tête d'habitant équivalent à celui de la France. Evidemment, la Grande-Bretagne bénéficie, grâce à sa langue, langue universelle, d'un gros avantage par rapport à la France. Néanmoins, il y a cent ans, tout personne informée, non française, dans le monde, lisait un journal français ; il y a cinquante ans, beaucoup de gens informés dans le monde lisaient un journal français ; aujourd'hui, plus personne d'informé dans le monde et qui n'est pas français ne lit un journal français, alors qu'il lit à coup sûr *The Economist*, le *Financial Times*, l'édition locale du *New York Times* ou l'édition locale du *Wall Street Journal*. La raison de la situation actuelle tient à ce que ces journaux anglo-saxons sont les plus qualifiés, les mieux informés et qu'ils fournissent la documentation nécessaire à ceux qui réfléchissent ou/et qui décident. Si la presse française ne

surmonte pas le déficit lié à la langue, ce n'est pas dû à la qualité des journalistes français, mais à leur nombre. *The Economist* a trente-cinq correspondants aux Etats-Unis, *Le Monde* en a un et demi. Tout est dit ; aucun journal français ne permet de suivre l'actualité aux Etats-Unis. En revanche, la lecture du *Herald Tribune* ou de *The Economist* permet de suivre les Etats-Unis, mais aussi la Chine, le Japon, l'Afrique. On suit aujourd'hui mieux l'Afrique dans la presse anglo-américaine que dans la presse française. Il y a à Londres un organisme qui écoute la totalité des télévisions africaines – y compris celles de langue française – et qui publie quotidiennement un bulletin de cinquante pages sur ce qui est dit dans chaque pays africain. On n'en trouve aucun équivalent à Paris.

La presse française étant pauvre, aucun journal français n'a la possibilité de payer des correspondants à l'étranger. On a dit que l'AFP se portait bien. C'est faux. Comparée à *Reuter*, l'AFP n'existe plus. Si la presse française veut avoir une quelconque influence dans le monde, il lui faut fournir une information de qualité, ce que notre système économique de presse ne permet pas. Et les pouvoirs publics ont systématiquement reculé devant les décisions nécessaires en raison de la force du corporatisme de la fabrication et de la distribution.

*
* *

Jean Cluzel : Vous avez le courage de donner maints exemples de mainmise financière sur la presse qui, je ne crains pas de le dire, atteint au cœur même nos libertés publiques. Avant la dernière guerre, on parlait de la puissance des deux cents familles ou de celle des maîtres de Forge. De nos jours, le nombre des puissants dans les médias est beaucoup plus restreint. Est-ce que cette diminution explique la montée de leur puissance quasi hégémonique qui, de plus et par les étranges lucarnes, s'exerce sans vergogne ni retenue ?

Pour l'avenir, la presse française pourra-t-elle se libérer de ce qui semble bien être une forme de servilité ? Internet pourra-t-il être une réponse, tout en sachant qu'il apporte à plus d'un milliard d'ordinateurs le meilleur et le pire et que les grands prédateurs ont d'ores et déjà compris les profits qu'ils pourraient tirer de ce nouveau mode de communication ? Le peu de liberté d'expression qui demeure pourra-t-il encore longtemps continuer à s'exercer ?

*
* *

Pierre Bauchet : Vous avez, me semble-t-il, fort peu parlé des hebdomadaires. Dans ma jeunesse, j'ai eu la chance d'avoir pour professeur une personne qui était abonnée à *Sept*, hebdomadaire d'avant la guerre. Grâce à ce professeur, j'avais étudié – par l'intermédiaire de *Sept* – les deux encycliques papales, l'une contre le communisme, l'autre – intitulée *Mit brennender Sorge* – contre le nazisme. C'est ainsi que j'ai été vacciné, dès le lycée, contre toutes les tentations qui auraient pu venir par la suite. Je n'ai probablement pas été le seul dans ce cas.

Aujourd'hui, je lis *The Economist*, mais également un mensuel intitulé *The Catholic Worker*, tiré à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires aux Etats-Unis, qui me permet d'avoir une information sur les milieux pauvres en Amérique du Nord qu'aucun autre journal ne fournit.

Jugez-vous la presse hebdomadaire française suffisante ? Indépendante ? Et quel peut être son avenir ?

*
* *

Jean Tulard : Dans le naufrage de la presse quotidienne, permettez-moi d'évoquer la réussite exceptionnelle du journal *L'Équipe* dont les lecteurs sont très nombreux. Et pourquoi *L'Équipe* se porte-t-elle si bien ? Parce qu'elle est écrite par des spécialistes, à la différence de la presse quotidienne. Il est arrivé une fois que *L'Équipe* se soit trompée ; elle avait tiré à boulets rouges contre Aymé Jacquet, coupable de n'avoir pas sélectionné les stars du football de l'époque. Jacquet ayant triomphé avec le succès de sa sélection à la Coupe du Monde, lors du Tour de France qui suivit, la voiture de *L'Équipe* a été lapidée.

En citant un texte admirable de Balzac, vous avez montré que vous êtes, comme moi, un fervent balzacien. Permettez-moi d'enrichir ce florilège. Après la présente discussion, le gouvernement, qui prend toujours avec le plus grand intérêt connaissance de nos délibérations, va demander un rapport. Et qu'est-ce qu'un rapport ? Balzac répond : « C'est quelquefois un apport, c'est toujours un report ».

*
* *

Michel Crozier : A quoi est due cette descente aux enfers de la presse, déjà amplement évoquée ici ? La presse, qui était particulièrement florissante en France avant la première guerre mondiale et en assez bonne santé entre les deux guerres, s'est brutalement effondrée. Mais on ne peut comprendre ce phénomène qu'en prenant en considération la société française dans son ensemble. En effet, la société française se refuse à aborder les problèmes que les sociétés voisines abordent sans difficultés majeures. C'est là un point que les sciences sociales n'ont, à ce jour, pas élucidé. Ne faudrait-il pas y porter davantage attention ?

*
* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : Victor Klemperer, auteur d'un *Journal* bien connu, dit que c'est l'intrusion du sport et de la photo qui a beaucoup fait diminuer la valeur de la presse allemande, en réduisant considérablement la longueur des articles.

Je lis avec plaisir le *Herald Tribune* dans lequel je trouve pourtant, à mainte reprise tous les matins, en page 2, un exercice de sadisme anti-français de M. John Vinocur. J'aimerais par ailleurs que nous ne tombions pas excessivement dans le masochisme anti-français.

*
* *

Alain Besançon : La comparaison entre la presse française et la presse anglo-américaine n'est peut-être pas pertinente en raison de l'énorme différence d'échelle. Par contre, il est plus approprié de comparer la presse française avec celle d'Italie, d'Allemagne ou d'Espagne. Ce qui me frappe dans la presse italienne est, tout d'abord, qu'il existe cinq ou six journaux nationaux qui donnent toutes les nouvelles et qui ne sont pas concentrés à Rome, mais décentralisés dans toute l'Italie. En second lieu, il apparaît que la presse italienne n'est pas coupée des élites. La *terza pagina* des grands quotidiens donne en effet la parole aux gens que l'on pourrait qualifier de distingués. Le même phénomène existe en Espagne.

En France, en revanche, il est remarquable que la photographie occupe une place de plus en plus grande et qu'elle envahisse même les journaux les plus sérieux de la presse écrite. Les

nouvelles et les commentaires disparaissant au profit des images, on peut parler d'une véritable dégénérescence.

*
* *

Réponses :

A Henri Amouroux : Vous avez, à juste titre, rappelé les circonstances dans lesquelles, en échange de la garantie que les journaux paraîtraient, la CGT du livre a obtenu le monopole d'embauche. Cette situation exceptionnelle a abouti à une perte du sens commun en matière économique, financière et de gestion. J'en donnerai deux exemples personnels. Devenu journaliste assez tardivement, à plus de trente ans, j'ai voulu, avant de travailler à l'*Express* comme on m'en avait fait la proposition, m'informer sur la façon dont travaillaient les journalistes étrangers. Je me suis ainsi rendu à Dublin en 1980, à une époque où l'Irlande n'avait pas encore décollé grâce à son entrée dans l'Union européenne, à l'invitation d'un ami, directeur en chef de l'*Irish Times*. Dans une Irlande encore proche du XIX^{ème} siècle, ce journal était imprimé sur film alors que l'*Express* était encore imprimé au plomb, grâce à l'aimable pression des ouvriers du livre. Quand Jimmy Goldsmith, propriétaire de l'*Express*, qui n'était pas un des négociateurs les plus tendres qui fût, voulut transformer la structure d'impression du journal – où il y avait 3,6 employés pour un poste ! – il ne put obtenir que l'on descende en-dessous de 2,4. On paya donc, pour chaque poste, 1,4 ouvrier à ne rien faire. Fort de ce succès, le syndicat, qui ne devait défendre que les intérêts des linotypistes, avait dès longtemps étendu son action à d'autres catégories professionnelles en obtenant les mêmes avantages tout à fait dommageables à la bonne santé des journaux.

En ce qui concerne la télévision, vous avez parfaitement raison. La structure de ses journaux est un peu celle de la lanterne magique qui passe sans transition d'un sujet à un autre. J'ai personnellement déposé ma candidature au Prix Nobel de médecine car, grâce à la télévision, j'ai découvert le remède à la grippe aviaire. Il s'agit des émeutes dans les banlieues. Il suffit de mettre le feu à des voitures pour guérir la grippe aviaire. En effet, pendant les dix jours qui ont précédé les émeutes de novembre 2005, tous les journaux télévisés ont commencé par de longs développements sur la grippe aviaire et l'imminence du danger. Puis, dès que les émeutes ont éclaté, la grippe aviaire a disparu des écrans.

Dans un autre domaine, celui de la puissance de l'image, je voudrais recommander la lecture d'un livre récent de François Garçon, *Enquête sur « le cauchemar de Darwin »*, paru chez Flammarion. L'auteur a eu la curiosité d'aller vérifier ce que le film qui porte ce nom racontait et il s'est aperçu qu'il ne s'agissait ni plus ni moins que de ce que, dans notre métier, nous appelons du bidonnage, c'est-à-dire une manipulation malhonnête de données pour inquiéter le public. L'inquiétude est un ressort courant de la télévision – française.

Par ailleurs, l'affirmation que la télévision tue la presse écrite est sans fondement, comme le montre bien l'exemple de pays où la télévision commerciale fonctionne depuis fort longtemps. Au Japon, l'*Asahi Shimbun* se vend à quatorze millions d'exemplaires. Si nous avons l'équivalent en France, rapporté à notre population, nous aurions un quotidien tirant à sept millions d'exemplaires. Quant à l'Angleterre, pays où la télévision commerciale est apparue il y a le plus longtemps en Europe, elle est le pays dans lequel la presse écrite, aussi bien de qualité que de caniveau, se porte le mieux.

Certes, la responsabilité des journalistes est considérable, mais il convient à cet égard de poser la question de leur formation. Dans le récent numéro du *Débat*, votre confrère Marc Fumaroli raconte que, siégeant à une commission de réforme de la télévision, il avait demandé que l'on exigeât des journalistes la maîtrise de la langue dans laquelle ils s'expriment. Les deux journalistes siégeant dans la même commission ont répondu que si cette exigence était maintenue, ils

quitteraient la commission pour protester contre ce qu'ils estimaient être « une atteinte à la liberté de la presse ». Cela me rappelle le souvenir d'une consœur qui, sur une station de radio d'information continue annonça un 24 août à tous les bulletins d'information que ce jour « était le jour où les protestants fêtaient [*sic* !] la Saint-Barthélemy ». Il y a là visiblement un problème de formation et de culture des journalistes.

A Alain Plantey : Permettez-moi de rappeler que dans le budget actuel de l'AFP, qui est de 240 millions d'euros, 40 % proviennent de l'Etat, directement, ou sous la forme d'abonnements divers et variés. Dans la même optique, j'aurais dû également évoquer le rôle que l'Etat a joué dans la réduction des effectifs pléthoriques de la presse ; il a en effet payé près de 40 % du coût des mises en pré-retraite.

Vous n'avez que trop raison de dire que moins il y a de journaux et de journalistes, moins la déontologie est assurée, car ce ne sont pas les serments que l'on prête qui garantissent la vertu, mais bien la concurrence. Les journalistes américains ne possèdent pas un chromosome supplémentaire qui les rendrait meilleurs que nous, mais ils ont à faire face à une grande concurrence. Chez nous, quand un journaliste invente un fait ou une interview, il ne se passe rien. Par contre, aux Etats-Unis, quand un journaliste du *Washington Post* publie l'histoire d'un enfant de Harlem devenu dealer de crack à l'âge de huit ans, elle reçoit, pour cette remarquable description d'une situation tragique, le Prix Pulitzer ; mais quand on s'aperçoit que ce travail n'est qu'une pure invention, c'est parce que la concurrence vexée a fait une contre-enquête.

A Jacques de Larosière : La presse économique française est faible – ou elle est britannique. Il faut, hélas, prendre en compte le fait fort bien décrit par Jean-Noël Jeanneney que la presse française s'inscrit dans une longue tradition de corruption. On se rappelle les affaires de Suez, de Panama. Et comme la corruption va se nicher de préférence là où il y a de l'argent, la presse financière est la première touchée. Il n'y a donc pas de tradition de la presse française économique de qualité, quant au travail et d'indépendance, quant au contenu.

Pour ce qui est des journaux gratuits, d'autres pays que la France les connaissent, dont la presse est plus prospère. Le problème qu'ils posent est que leur tirage sera bientôt plus important que celui des journaux payants. Heureusement, ces « gratuits » ne sont pas – pas encore – de la presse de caniveau. Si ces journaux ont pu prendre une telle importance, c'est aussi parce qu'ils sont réalisés à moindre coût et qu'ils ne sont pas soumis aux exigences du Syndicat du Livre. Les premières études montrent qu'ils ont davantage pris leurs lecteurs chez ceux qui ne lisaient pas de quotidien jusqu'alors que chez ceux qui en lisaient un autre – et quand ils ont pris des lecteurs à leurs concurrents payants, la défection des lecteurs n'a pas duré. On peut donc espérer que les « gratuits », s'ils ne dégénèrent pas, pourront contribuer à maintenir une certaine pratique de la lecture.

A Jean-Claude Casanova : Je regrette de devoir vous approuver quand vous parlez de la provincialisation de notre presse et de son nombrilisme, incapable qu'elle est de voir l'intérêt qu'il y a à s'intéresser au reste du monde. Le petit journal de Bologne, *Il Resto del Carlino*, qui appartient à la presse quotidienne régionale, a un correspondant à New York. *Ouest-France*, le plus grand tirage des quotidiens français, en a un demi et compte pour le reste sur l'AFP.

Ce dont la presse souffre, ce n'est pas d'une crise de la demande, mais bel et bien d'une crise de l'offre. C'est parce que nous ne cherchons pas à faire connaître à nos lecteurs, auditeurs et spectateurs le monde dans lequel ils vivent ; c'est parce que nous ne savons pas être les cartographes de cette société ; c'est parce que nous ne nous intéressons qu'aux appareils d'Etat, aux institutions et maintenant aux « people » que nous voyons les lecteurs, auditeurs et spectateurs se détourner de l'information.

A Jean Cluzel : Il apparaît effectivement qu'aujourd'hui le journalisme tend à se transformer en une sorte de courtage de notoriété, phénomène que l'incapacité croissante de l'Université et des Eglises à intervenir dans le débat public avec une forte crédibilité morale ne fait que renforcer.

A quelles conditions la presse pourrait-elle recouvrer sa liberté ? Je n'aurai pas la fatuité de prétendre que je connais la réponse à cette question. Néanmoins, il est une condition qui me semble fondamentale et sur laquelle il est possible d'agir. La radio et la télévision publiques n'ayant pas tout à fait oublié, sinon la réalité, du moins le mythe de leur responsabilité, il me semble qu'un gouvernement qui voudrait mettre ces médias publics à l'abri de la ressource publicitaire – comme c'est le cas pour la BBC – et qui serait prêt à mettre à leur disposition des moyens renforcés, en échange de l'engagement que journalistes et encadrement seraient proprement formés, contribuerait dans un délai assez bref à l'existence, dans le paysage de l'information, d'un pôle de qualité qui exercerait une influence faste sur l'ensemble de la profession.

A Pierre Bauchet : Financièrement, et en dépit d'une baisse sensible du nombre des abonnements, la presse hebdomadaire va bien, adossée qu'elle est à tel ou tel groupe, dont Jean-Claude Casanova nous a rappelé les motivations. Mais cette bonne santé financière ne pousse visiblement pas les hebdomadaires à s'intéresser davantage à la réalité sociale que les quotidiens.

A Jean Tulard : Votre vision de l'*Equipe* est peut-être trop indulgente. Certes le compte rendu des activités sportives y est fait par des spécialistes, mais le même journal évite très soigneusement de parler de tout ce qui se passe autour du sport. Par exemple, quand, dans l'affaire OM-Valenciennes, un joueur a eu le courage de dénoncer la corruption – ce qu'il a payé de sa carrière – les journalistes sportifs, y compris ceux de l'*Equipe*, se sont jetés sur lui en lui reprochant de vouloir casser ce qu'ils avaient mis vingt ans à construire.

A Michel Crozier : En France, on parle effectivement souvent du refus de la réforme, mais pas du refus de se connaître avant d'entreprendre une réforme. Une des grandes carences de la sociologie contemporaine est de ne pas chercher à décrire la situation dans laquelle nous nous trouvons. A cet égard, la parenté entre le journalisme et la sociologie est patente, la sociologie étant une sorte de journalisme d'investigation au long cours et le journalisme une sorte de cabotage sociologique.

A Emmanuel Le Roy Ladurie : Vous avez raison de nous mettre en garde contre la tradition nationale du masochisme. Cependant, on ne peut passer sous silence le fait que la France, au dernier comptage international, se situe au 34^e rang mondial pour la lecture de la presse d'intérêt. Etre juste derrière la Corée du Sud n'est sans doute pas une grande consolation...

A Alain Besançon : La comparaison que vous avez introduite de la presse française avec la presse italienne est assurément beaucoup plus pertinente et beaucoup plus rare qu'une comparaison avec la presse anglo-saxonne. Si l'on peut arguer que les Anglo-Saxons sont différents de nous, l'argument ne vaut guère pour les Espagnols ou les Italiens. Or, ces peuples latins ont une presse dont le contenu est beaucoup plus riche et plus divers que le nôtre, notamment en ce qui concerne les reportages, c'est-à-dire la description de l'état dans lequel se trouve la société. Non seulement leurs journaux sont plus nombreux, mais encore les journaux régionaux ont bien plus de pages consacrées aux informations nationales et internationales que n'en ont les nôtres.

Quant à l'invasion de la photo, elle est effectivement le signe d'une abdication devant l'image. La photo n'est rien d'autre qu'un truc pour attirer l'acheteur, au détriment, bien évidemment, du contenu. Mais elle ne sert pas la presse écrite, qui semble, de toute façon et depuis longtemps, avoir fait allégeance à la télévision. Un de mes confrères, d'origine roumaine,

correspondant d'un quotidien français, était à Timisoara lors de la chute de Ceausescu. Après avoir parcouru la ville, il a téléphoné à son rédacteur en chef pour lui indiquer qu'il n'existait pas de charnier dans cette ville. Celui-ci lui a alors répondu : « Non, mais tu nous prends pour qui ? On l'a vu à la télé ».

*
* *